

ACCORD

ENTRE

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE**

ET

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU
CAMEROUN**

**RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT DE SERVICES
AÉRIENS ENTRE**

ET AU-DELÀ DE LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS

**Le Gouvernement de la République Populaire de Chine,
et
Le Gouvernement de la République du Cameroun,**

Ci-après dénommés « les Parties contractantes » ;
Étant parties à la Convention sur l'Aviation Civile Internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 ;
Désireux de conclure un Accord complémentaire à ladite Convention à l'effet d'établir les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs ;
Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 : DÉFINITIONS

Pour l'application du présent Accord et ses Annexes, sauf si autrement défini par le contexte :

1. Le terme « Convention » signifie la Convention sur l'Aviation civile internationale ouverte à la signature le 7 décembre 1944, et inclut toute annexe adoptée en vertu de l'article 90 de ladite Convention et tout amendement des annexes ou de la Convention en vertu de ses articles 90 et 94, pour autant que ces annexes et amendements sont déjà entrés en vigueur ou ont été ratifiés par les deux Parties contractantes.
2. L'expression « autorités aéronautiques » signifie, en ce qui concerne la République Populaire de Chine, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), ou tout organisme autorisé à exercer toute fonction similaire. Et dans le cas de la République du Cameroun, la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA) ou tout organisme autorisé à exercer toute fonction similaire.
3. L'expression « entreprise désignée » signifie une ou des compagnies de transport aérien désignées et autorisées conformément à l'article 4 du présent Accord.
4. Le terme « territoire », dans le cas d'un Etat, signifie la surface terrestre et les eaux territoriales adjacentes à cet État, ainsi que l'espace aérien situé au-dessus et placés sous la souveraineté dudit État.
5. Les expressions « services aériens » et « services aériens internationaux », « entreprise de transport aérien » et « escale non commerciale » ont les significations qui leur sont respectivement assignées par l'article 96 de la Convention.
6. Le terme « Accord » signifie le présent Accord, ses annexes et ses amendements.
7. Le terme « aéronef » signifie un aéronef civil.
8. Le terme « capacité » signifie :
 - a) en ce qui concerne un aéronef, la capacité d'emport de cet aéronef disponible sur une route ou section de route ;
 - b) en ce qui concerne un service aérien, la capacité de l'aéronef exploité pour ledit service, multipliée par la fréquence des liaisons de cet aéronef sur une période donnée sur une route ou section de route.
9. Le terme « tarif » signifie les prix à payer pour le transport des passagers, des envois postaux et du fret, ainsi que les conditions dans lesquelles s'appliquent ces prix, y compris les prix et conditions des agences et d'autres services accessoires, excepté les rémunérations et les conditions de transport du courrier.
10. L'expression « Tableau des Routes » signifie le Tableau des Routes annexé au présent Accord ou telle qu'amendé conformément aux dispositions de l'article 19

(Amendement et Modification) du présent Accord. Le Tableau des Routes est partie intégrante du présent Accord.

11. Le terme « route spécifiée » signifie la route spécifiée sur le Tableau des Routes.

ARTICLE 2 : APPLICABILITE DE LA CONVENTION DE CHICAGO

Les dispositions du présent Accord seront sujettes aux dispositions de la Convention dans la mesure où ces dispositions sont applicables aux services aériens internationaux.

ARTICLE 3 : OCTROI DES DROITS DE TRAFIC

1. Chaque Partie contractante accordera à l'autre Partie, les droits suivants, conformément à ses services aériens internationaux :
 - a. le droit de survoler le territoire de l'autre Partie contractante sans y atterrir sur la (les) route(s) aérienne(s) définies par ses autorités aéronautiques ;
 - b. le droit de faire des escales non commerciales sur le territoire de l'autre Partie, avec l'accord de ses autorités aéronautiques;
 - c. tous autres droits spécifiés dans le présent Accord.
2. Chaque Partie contractante accordera à l'autre Partie les droits spécifiés dans le présent Accord dans le but d'établir des liaisons aériennes internationales régulières sur les routes spécifiées dans les parties appropriées du Tableau de Route annexée au présent Accord. Ces services et routes sont ci-après respectivement dénommés « les services convenus » et « les routes spécifiées ».
3. Pendant l'exploitation d'un service convenu sur une route spécifiée, l'entreprise désignée par chaque Partie contractante jouira, en plus des droits spécifiés à l'alinéa 1 de cet article, du droit de faire des escales sur le territoire de l'autre Partie contractante aux points spécifiés pour cette route sur le Tableau des Routes annexé au présent Accord, aux fins d'embarquer et de débarquer des passagers et le fret, y compris les envois postaux en combinaison ou séparément.
4. Aucune disposition de l'alinéa 2 du présent article ne sera réputée conférer à l'entreprise désignée d'une des Parties contractantes le droit d'embarquer sur le territoire de l'autre partie contractante les passagers, le fret et les envois postaux contre rémunération et destinés à un autre point sur le territoire de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 4 : DÉSIGNATION DES ENTREPRISES

1. Chaque Partie contractante aura le droit de désigner par correspondance adressée à l'autre Partie une ou plusieurs entreprises de transport pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées.
2. Dès réception de la désignation, l'autre Partie contractante devra sans délai, et sous réserve des dispositions des alinéas 3 et 4 de cet article, accorder à (aux) entreprise(s) désignée(s) les licences d'exploitation nécessaires.
3. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes pourront exiger qu'une entreprise désignée par l'autre Partie apporte la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlement normalement et raisonnablement appliqués à l'exploitation des services aériens internationaux par ces autorités, conformément aux dispositions de la Convention.
4. Chaque Partie contractante aura le droit de refuser d'accorder les autorisations visées à l'alinéa 2 de cet article, ou le cas échéant, d'imposer les conditions qui lui

semblent nécessaires pour l'application par l'entreprise désignée des droits spécifiés à l'article 3 du présent Accord, lorsque ladite entreprise de transport aérien n'est pas en mesure de prouver que le droit de propriété ou le contrôle effectif est exercé par la Partie contractante désignant l'entreprise de transport aérien ou par ses ressortissants.

5. Lorsqu'une entreprise a ainsi été désignée et autorisée, elle peut sans délai commencer l'exploitation des services convenus, étant donné que le (les) tarif(s) fixé(s) conformément à l'article 13 du présent Accord entre (entrent) en vigueur et ne concerne (nt) que ces services et les autorisations d'exploitations accordées par les autorités aéronautiques.

ARTCLE 5 : RÉVOCATION OU SUSPENSION DE LA LICENCE D'EXPLOITATION

1. Les autorités aéronautiques de chaque Partie contractante auront le droit, en vertu de l'article 3 du présent Accord, de révoquer ou de suspendre la licence d'exploitation de l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante, ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires lorsque :
- a) cette entreprise de transport aérien n'est pas en mesure de prouver qu'une propriété substantielle et un contrôle effectif sont exercés par la Partie contractante désignant l'entreprise de transport aérien ou par ses ressortissants ; ou ;
 - b) cette entreprise de transport aérien ne se conforme pas ou viole les lois et règlements de la Partie contractante octroyant ces droits ; ou,
 - c) lorsque cette entreprise n'exploite pas les services convenus dans les conditions prescrites par le présent Accord, et ne parvient pas à garantir et à appliquer les normes de sûreté.

2. A moins qu'une révocation immédiate, une suspension ou une imposition des conditions visées à l'alinéa 1 de cet article est essentielle à la prévention d'autres infractions aux lois et règlements, ces droits ne seront exercés qu'après des consultations avec l'autre Partie contractante.

ARTICLE 6 : DROITS DE DOUANE ET TAXES

1. Les aéronefs utilisés par l'entreprise désignée d'une Partie contractante pour l'exploitation des services convenus, leurs équipements réguliers, les pièces de rechange (y compris les moteurs), le carburant, les huiles (y compris les fluides hydrauliques et les lubrifiants), les provisions de bord (y compris les repas, les boissons et le tabac) embarqués à bord de l'aéronef seront, sur une base de réciprocité, exemptés de droits de douane, de frais d'inspection et d'autres frais et charges similaires dès leur entrée sur le territoire de l'autre Partie contractante, à condition que ces équipements, provisions de bord et autres produits restent à bord de l'aéronef jusqu'à ce qu'ils soient réexportés.
2. Les Parties contractantes s'exempteront également sur une base de réciprocité des mêmes droits, frais d'inspection et d'autres charges similaires sur :
- a) les équipements réguliers, les pièces de rechange (y compris les moteurs) le carburant, les huiles (y compris les fluides hydrauliques, les lubrifiants), les provisions de bord (y compris les denrées alimentaire, les boissons et le tabac) introduits sur le territoire de l'autre Partie contractante et destinés à être utilisés à bord de l'aéronef exploité dans le cadre des services convenus par l'(les)

- entreprise(s) désignée(s), même lorsque ces équipements et articles ne seront utilisés que sur une partie du trajet sur le territoire de l'autre Partie contractante ;
- b) les pièces de rechange (y compris les moteurs) introduits sur le territoire de l'Etat de l'une des Parties contractantes pour la maintenance ou la réparation de l'aéronef utilisé pour l'exploitation des services convenus par une entreprise désignée de l'autre Partie ;
- 3- Les équipements et articles visés aux alinéas 1 et 2 de cet article pourront être débarqués sur le territoire de l'autre Partie contractante sur autorisation des autorités douanières de l'autre Partie contractante. Ces équipements et articles seront placés sous la supervision ou le contrôle des autorités douanières de l'autre Partie contractante jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou autrement utilisés, conformément à la réglementation douanière de cette Partie contractante.
- 4- Les exemptions visées aux alinéas 1 et 2 de cet article s'appliqueront également lorsqu'une entreprise désignée de l'une des Parties contractantes a conclu un ou des accords avec une ou d'autre entreprise jouissant de telles exemptions sur le territoire de l'autre Partie contractante, pour la cession ou le transfert sur le territoire de l'autre Partie contractante des équipements et articles visés aux alinéas 1 et 2 de cet article.
- 5- Les stocks de billets émis, les lettres de transport et le matériel publicitaire introduits par l'(les) entreprise(s) désignée(s) d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie seront réciproquement exemptés de tout droit de douane, taxe, frais d'inspection, ainsi que d'autres taxes et droits similaires.
- 6- Les passagers, bagages et fret en transit direct sur le territoire d'un Partie contractante et ne sortant pas de la zone de l'aéroport réservé à cet effet devront, sauf pour des raisons de sécurité visant à prévenir les actes de violence et la piraterie aérienne, être soumis à un contrôle minutieux. Les bagages et le fret en transit direct seront exemptés des droits de douane et d'autres taxes similaires.
- 7- Les revenus et profits réalisés par une ou des entreprises désignées de chaque Partie contractante pour l'exploitation des services convenus seront exonérés de toute taxe.

ARTICLE 7 : FRAIS D'EXPLOITATION

- 1- Des frais d'exploitation susceptibles d'être imposés par les autorités ou organismes fiscaux compétents d'une Partie contractante aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante devront être justes, raisonnables et non discriminatoires. En toute circonstance, ces frais d'exploitation seront évalués et fixés aux entreprises désignées de l'autre Partie contractante aux termes les plus favorables fixés à toute autre entreprise désignée au moment de l'évaluation desdits frais.
- 2- Chaque Partie contractante encouragera des consultations entre les autorités fiscales ou organismes compétents sur son territoire et les entreprises désignées utilisant ses services et infrastructures, et encouragera les autorités ou organismes compétents et les entreprises désignées à échanger ces informations lorsque nécessaire, afin de permettre une révision pertinente de ces frais conformément aux dispositions de l'alinéa 1 de cet article. Chaque Partie contractante encouragera ses autorités ou organismes compétents d'informer dans un délai raisonnable les usagers de toute proposition de révision des frais d'exploitation afin que ces derniers puissent exprimer leur avis avant l'entrée en vigueur des nouveaux frais.
- 3- Les infrastructures et services pour lesquels les frais sont fixés seront fournis sur une base rationnelle et économique.

ARTICLE 8 : RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS ET LICENCES

- 1- Les certificats de navigabilité, de compétence et les licences délivrés ou rendus valides par l'une des Parties contractantes et encore en vigueur seront reconnus valides par l'autre Partie contractante dans le cadre de l'exploitation des services convenus, étant entendu que les normes desdits certificats et licences sont équivalentes ou supérieures aux normes minimales établies régulièrement conformément à la Convention.
- 2- Toutefois, chaque Partie contractante se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour le survol du territoire de son État, des certificats de compétence et licences octroyés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.

ARTICLE 9 : APPLICATION DE LA LÉGISLATION NATIONALE

- 1- Les lois et règlements en vigueur sur le territoire d'une Partie contractante régissant l'entrée, le séjour et la sortie de son territoire des passagers, des équipage, des bagages, du fret ou des envois postaux des aéronefs, tels que les règlements régissant l'entrée, les formalités douanières, l'immigration, les passeports, la devise, les mesures sanitaires et la mise en quarantaine seront respectés par, ou au nom desdits passagers, équipages, fret ou envois postaux de l'entreprise désignée de l'autre Partie contractante dès leur entrée, pendant leur séjour et après leur départ du territoire de la première Partie contractante.
- 2- Les lois et règlements d'une Partie contractante régissant l'entrée, la sortie ou l'exploitation et la navigation sur son territoire des aéronefs assurant le transport aérien international, seront appliqués aux aéronefs de l'(des) entreprise(s) de l'autre Partie contractante, lors de l'entrée, la sortie ou pendant les opérations ou la navigation sur le territoire de la première Partie contractante.
- 3- D'autres lois et règlements pertinents concernant les aéronefs et les dispositions relatives à l'aviation civile de l'une des Parties contractantes seront appliqués à l'(aux) entreprise(s) désignée(s) de l'autre Partie contractante pendant l'exploitation des services convenus sur le territoire de la première Partie contractante.

ARTICLE 10 : PRINCIPES RÉGISSANT L'EXPLOITATION DES SERVICES CONVENUS

- 1- La capacité totale à offrir dans le cadre de l'exploitation des services convenus par les entreprises désignées des Parties contractantes fera l'objet d'un accord entre les autorités aeronautiques des Parties contractantes préalablement au début des opérations, et, ensuite, en fonction des normes de trafic prévues.
- 2- Les entreprises désignées de chaque Partie contractante se verront accorder des opportunités justes et égales dans le cadre de l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées entre leur territoire respectif et au-delà.
- 3- Pendant l'exploitation des services convenus, les entreprises désignées de chaque Partie contractante tiendront compte des intérêts des entreprises désignées de l'autre Partie contractante afin de ne pas indûment affecter les services offerts par cette dernière sur tout ou partie de la même route.
- 4- Les dispositions régissant le transport des passagers, des bagages et des envois postaux, débarqués à des points situés sur les routes spécifiées sur le territoire des Etats autres que ceux désignant les entreprises seront adoptées conformément aux principes généraux selon lesquels la capacité sera relative aux :

- a) normes de trafic à destination et en provenance du territoire de la Partie contractante ayant désigné l'entreprise ;
- b) normes de trafic de la zone que traversent les services convenus, après une prise en compte des autres services établis par les entreprises de l'État qui occupe cette zone; et
- c) normes régissant les liaisons aériennes directes.

ARTICLE 11 : SÛRETÉ DE L'AVIATION

- 1- Chaque Partie contractante pourra, sans délai, solliciter des consultations au sujet des normes de sécurité adoptées par l'autre Partie concernant les équipages, les aéronefs ou leur exploitation.
- 2- Si, suite à ces consultations, une Partie contractante juge que l'autre Partie contractante n'applique pas dans les domaines susmentionnés, des normes de sûreté au moins équivalentes aux normes minimales établies alors dans le cadre de la Convention, la première Partie contractante notifiera l'autre Partie des ces problèmes, et lui communiquera des mesures jugées nécessaires pour qu'elle se conforme aux normes minimales. La Partie contractante ainsi saisie prendra les mesures correctives qui s'imposent. Cette Partie contractante disposera alors d'un délai de quinze (15) jours ou tout autre délai convenu pour prendre les mesures appropriées, faute de quoi l'article 5 (1.c) relatif à la suspension de la licence d'exploitation sera appliqué.
- 3- Chaque Partie contractante se réserve le droit de suspendre immédiatement l'exercice des droits de trafic par une entreprise désignée de l'autre Partie si la première Partie juge qu'une action prompte est essentielle à la sûreté d'une opération aérienne.
- 4- Toute action engagée par l'une des Parties contractante conformément aux alinéas 2 et 3 ci-dessus sera abandonnée une fois que les motifs de cette action auront cessé d'exister.

ARTICLE 12 : SÉCURITE DE L'AVIATION

- 1- Les garanties de sécurité pour les aéronefs civils, leurs passagers et équipages étant une pré-condition fondamentale pour l'exploitation des services aériens internationaux, les Parties contractantes réaffirment que leurs obligations réciproques d'assurer la sécurité de l'aviation civile contre les actes d'interférence illicites, et particulièrement, leur obligation dans le cadre de la Convention, la Convention contre les actes de violence commis à bord des aéronefs signée à Tokyo le 14 septembre 1963, la Convention pour la répression de la capture illicite des aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, la Convention pour la répression des actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971, sont partie intégrante du présent Accord, ainsi que le Protocole pour la répression des actes de violence illicites dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, signé à Montréal le 24 février 1988, et tout autre accord multilatéral liant chacune des Parties contractantes.
- 2- Les Parties contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civiles et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de tels aéronefs, de leurs passagers et leurs équipages, des aéroports et des installations et services de navigation, ainsi que de toute autre menace à la sécurité de l'aviation civile.
- 3- Les Parties contractantes, également dans leurs rapports mutuels, agiront conformément aux dispositions relatives à la sécurité de l'aviation établies par

l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui ont été désignées comme annexes à la Convention de Chicago, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent aux Parties contractantes ; et exigeront aux exploitants d'aéronefs de leur registre, aux opérateurs ayant leur siège ou résidence permanente sur leur territoire, ainsi qu'aux exploitants d'aéroports sur leur territoire, d'agir conformément aux présentes dispositions sécuritaires. Dans le présent alinéa, la référence aux normes de sécurité de l'aviation inclut toute différence notifiée par la Partie contractante concernée.

4-Chaque Partie contractante veillera à ce que des mesures efficaces soient prises sur son territoire pour la protection des aéronefs, le contrôle des passagers et leurs bagages à main, pour procéder aux contrôles appropriés sur les équipages, les bagages (y compris les bagages de soute) et les provisions de bord avant et pendant l'embarquement et le chargement et veilleront également à ce que ces mesures soient adaptées à l'aggravation de la menace. Chaque Partie contractante convient que ses exploitations d'aéronefs pourront être invitées par l'autre Partie contractante à observer les dispositions de sécurité de l'aviation visées à l'alinéa 3 appliquées par l'autre Partie contractante dès l'entrée, pendant le séjour ou après le départ du territoire de cette Partie contractante. Chaque Partie contractante s'engage aussi à examiner favorablement toute demande que lui adresse l'autre Partie contractante en vue d'obtenir que des mesures de sécurité spéciales raisonnables soient prises sur son territoire pour faire face à une menace particulière.

5- En cas d'incident ou de menace d'incident de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et équipages, des aéroports ou des installations et services de la navigation aérienne, les Parties contractantes s'entraideront en facilitant les communications et en prenant toutes les mesures appropriées pour mettre fin le plus rapidement possible à cet incident ou menace d'incident, avec le minimum de risques en termes de vie humaine.

6- Lorsqu'une Partie contractante a des motifs sérieux de penser qu'il y a non-respect des dispositions du présent article, l'autorité aéronautique de la première Partie contractante pourra solliciter des consultations immédiates avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante. Le défaut de parvenir à un accord satisfaisant dans un délai de 30 jours suivant la date d'une telle demande de consultation donnera lieu à la suspension, la révocation, la limitation ou l'imposition de conditions sur la licence d'exploitation d'une entreprise aérienne de l'autre Partie. En cas de nécessité urgente, chacune des Parties contractantes pourra prendre des mesures conservatoires préalablement à l'expiration des 30 jours.

ARTICLE 13 : TARIFS

1- Les tarifs applicables par les entreprises désignées des Parties contractantes seront fixés à des niveaux raisonnables, considération étant dûment faite de tous les facteurs pertinents, y compris les intérêts des usagers, les coûts d'exploitation, la qualité du service, des profits raisonnables, les tarifs des autres entreprises de transport aérien, et d'autres considérations commerciales du marché.

2- Les Parties contractantes s'engagent à porter une attention particulière aux tarifs discutables qui semblent anormalement discriminatoires, indûment élevés ou restrictifs en raison de l'abus de position dominante, artificiellement bas en raison de subventions ou aides directes ou indirectes, ou « prédateurs ».

3- Chaque Partie contractante pourra demander à notifier ou à enregistrer après de ses autorités aéronautiques, les tarifs à destination de, ou en provenance de son territoire et

pratiqués par l' (les) entreprise(s) désignée(s) de l'autre Partie contractante. La notification ou l'enregistrement par l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante pourra être sollicitée 30 jours au plus avant la date prévue pour l'application des tarifs. Dans des cas particuliers, ce délai pourra être raccourci.

4- Chaque Partie contractante aura le droit d'approuver ou de désapprouver les tarifs pour des vols aller simple ou aller-retour entre les territoires des deux Parties contractantes qui partent de son propre territoire. Les tarifs devant être appliqués par l'entreprise désignée de l'une des Parties contractantes pour le transport entre le territoire de l'autre Partie contractante et celui d'un État tiers pour les services couverts par le présent Accord seront sujets aux respects des normes de l'autre Partie contractante. Aucune des Parties contractantes n'entreprendra une action unilatérale visant à empêcher l'entrée en vigueur des tarifs proposés ou le maintien desdits tarifs proposés pour des vols aller simple ou aller-retour entre les territoires des deux Parties contractantes qui partent du territoire de l'autre Partie contractante.

5- L'approbation des tarifs résultant des dispositions de l'alinéa 4 susmentionné peut être formulée expressément par chaque Partie contractante à (aux) entreprise(s) enregistrant les tarifs. Cependant, faute d'une notification écrite par la Partie contractante concernée à l'autre Partie de son désaccord au sujet des tarifs de son (ses) entreprise(s) dans un délai de trente (30) jours à partir de la date de soumission, les tarifs en question seront considérés approuvés.

6- Lorsqu'une Partie contractante estime qu'un tarif pour le transport sur son territoire entre dans la catégorie visée à l'alinéa 2 ci-dessus, cette Partie adressera sans délai une lettre de désaccord à l'autre Partie contractante, au moins trente (30) jours suivant la date de notification ou d'enregistrement dudit tarif, et pourra se prévaloir de la procédure de consultation visée à l'alinéa 8 ci-dessous.

7- Chaque Partie contractante pourra solliciter des consultations au sujet du tarif d'une entreprise désignée de l'autre Partie pour les services couverts par le présent Accord, y compris lorsque le tarif en question a fait l'objet d'une lettre de désaccord ou de non-satisfaction. Ces consultations se tiendront dans un délai de soixante (60) jours après réception de la notification. Les Parties contractantes coopéreront à la sécurisation des informations nécessaires à la résolution du désaccord. Si les Parties contractantes parviennent à un accord, elles déployeront tous les efforts en vue de son application. Faute d'un accord, la décision de la Partie contractante du territoire de départ du vol prévaudra.

8- Un tarif fixé conformément aux dispositions de cette clause restera en vigueur, sauf retrait par l'(les) entreprise(s) concernée(s) ou jusqu'à adoption d'un nouveau tarif. Néanmoins, un tarif ne sera pas prorogé pour plus de six(6) mois après la date de son expiration normale, sauf si cette prorogation résulte d'un accord entre les deux Parties. Lorsqu'un tarif a été approuvé sans date d'expiration et lorsqu'aucun nouveau tarif n'a été enregistré et approuvé, ledit tarif restera en vigueur jusqu'à ce qu'une Partie contractante adresse, de sa propre initiative, une correspondance dénonçant son approbation, ou à la demande de l' (des) entreprise(s) concernée(s). Une notification écrite dans un délai de trente (30) jours sera préalable à cette dénonciation.

ARTICLE 14 : ECHANGE DE STATISTIQUES ET D'INFORMATIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION

1- Les autorités aeronautiques d'une Partie contractante devront fournir, sur demande, aux autorités aeronautiques de l'autre Partie contractante les statistiques périodiques

ou d'autres données statistiques normalement sollicitées en vue de déterminer le flux de passagers transportés par les entreprises désignées dans le cadre de l'exploitation des services convenus, ainsi que l'origine et la destination du trafic.

2- L'entreprise désignée d'une Partie contractante devra, préalablement au début de l'exploitation des services convenus, fournir pour approbation aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, et ce, dans des délais raisonnables, les horaires des vols, y compris des informations sur le type d'aéronef utilisé et la destination des vols. De la même manière, cette exigence s'appliquera à toute modification concernant les services convenus.

ARTICLE 15 : TRANSFERT DES FONDS

1- Chaque Partie contractante accordera à (aux) entreprise(s) désignée(s) de l'autre Partie contractante le droit de transférer librement les excédents de recettes sur les dépenses réalisées sur son territoire. Toutefois, ces transferts seront effectués sans approbation préalable et conformément aux lois régissant les opérations de change sur le territoire de la Partie contractante de laquelle les fonds ont été générés. La conversion et le transfert de ces revenus seront effectués en monnaie convertible et au taux de change en vigueur sur le territoire de chaque Partie contractante. En l'absence d'un taux de change officiel, le transfert des fonds sera effectué au taux en vigueur à la date des transferts.

2- Les entreprises désignées de chaque Partie contractante auront l'autorisation de payer leurs dépenses locales, y compris les achats de carburant sur le territoire de l'autre Partie en monnaie locale. À leur discrétion, les entreprises désignées de chaque Partie contractante pourra effectuer ses dépenses sur le territoire de l'autre Partie en monnaie librement convertible, conformément au règlement local régissant le numéraire.

3- Les Parties contractantes ont convenu d'éviter la double imposition des revenus découlant des activités de leurs entreprises désignées.

ARTICLE 16 : ACTIVITÉS COMMERCIALES

1- L'entreprise désignée d'une Partie contractante sera autorisée à introduire et à maintenir sur le territoire de l'autre Partie contractante des employés et d'autres personnels responsables de l'administration, des opérations techniques et de l'exploitation de leurs services aériens conformément aux lois régissant l'entrée, le séjour, et le droit du travail sur le territoire de l'autre Partie contractante.

2- Les personnels susmentionnés peuvent être constitués de ressortissants des Parties contractantes, ou de ressortissants de pays tiers et peuvent occuper des postes de direction, avec l'approbation des autorités compétentes des Parties contractantes.

3- L'entreprise désignée de chaque Partie contractante se verra octroyer le droit de commercialiser ses services aériens en utilisant ses propres titres de transport sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément aux lois et règlement de cet État. Ces ventes pourront se faire directement par les représentants des entreprises désignées ou via des agents autorisés et munis d'une licence valide pour offrir de tels services.

4- Les services au sol seront disponibles pour toutes les entreprises désignées sur une base égalitaire ; les charges seront calculées sur la base du coût des services offerts, et lesdits services seront aux normes de l'auto-assistance.

5- Dans le cadre de l'exploitation des services convenus, l'entreprise désignée de chaque Partie contractante pourra conclure des accords de coopération commerciale tels que la réservation de places et le partage de codes avec l'(les) entreprise(s) désignée(s) de l'autre Partie, pour autant que les entreprises aériennes jouissent de l'autorité nécessaire et se conforment aux exigences s'appliquant normalement à de tels accords.

ARTICLE 17 : CONSULTATIONS

- 1- Dans un esprit d'étroite collaboration, les autorités aéronautiques des Parties contractantes procèderont à des consultations régulières à l'effet d'assurer l'application et le respect satisfaisant des dispositions du présent Accord, et de la liste des liaisons aériennes en annexe, et procèderont, lorsque nécessaire, à des consultations pour la modification de l'Accord.
- 2- Chaque Partie contractante pourra, par correspondance écrite, solliciter des consultations, qui devront débuter dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception de la demande, sauf si les deux Parties contractantes s'accordent pour proroger ou raccourcir ce délai.

ARTICLE 18 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 1- En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes s'efforceront tout d'abord à le résoudre par voie de négociation.
- 2- Faute de parvenir à un règlement à l'amiable, le différend sera résolu par voie la diplomatique.

ARTICLE 19 : AMENDEMENT

- 1- Au cas où l'une des Parties contractantes juge nécessaire d'amender une disposition du présent Accord, y compris la liste des liaisons aériennes en annexe, un tel amendement sera convenu après consultations, conformément aux dispositions de l'article 17 du présent Accord.
- 2- Si l'amendement concerne les dispositions du présent Accord autres que celles du Tableau des routes en annexe, l'amendement devra être approuvé par chacune des Parties contractantes, conformément à ses formalités constitutionnelles, et entrera en vigueur à la date d'échange de correspondances par voie diplomatique.
- 3- Si l'amendement ne concerne que les dispositions du tableau des Routes en annexe, il fera l'objet d'un accord entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes et entrera en vigueur à la date de son approbation par les autorités aéronautiques.

ARTICLE 20 : CONVENTIONS MULTILATÉRALES

Le présent Accord et ses annexes seront amendés afin de se conformer à toute convention multilatérale pouvant lier les Parties contractantes.

ARTICLE 21 : ENREGISTREMENT AUPRÈS DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Le présent Accord et tout amendement ultérieur seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

ARTICLE 22 : DÉNONCIATION

Chaque Partie contractante pourra à tout moment notifier l'autre Partie contractante par voie diplomatique, sa décision de dénoncer le présent Accord. Cette notification sera simultanément communiquée à l'Organisation de l'aviation civile internationale. Dans ce cas, le présent Accord prendra fin douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie contractante, sauf si ladite notification est retirée d'un commun accord des Parties avant l'expiration de ce délai. A défaut d'un accusé de réception de la part de l'autre Partie contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date de réception de la notification par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE 23 : ANNEXES

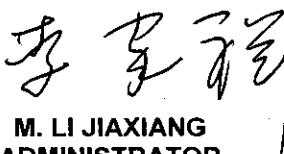
Les annexes du présent Accord seront réputées faire partie de l'Accord et toutes les références à celui-ci devront inclure les références aux annexes, sauf dispositions contraires expresses.

ARTICLE 24 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Accord sera approuvé conformément aux formalités constitutionnelles de chaque Partie contractante, et entrera en vigueur à la date de réception de la dernière correspondance écrite confirmant l'accomplissement par les Parties contractantes des procédures internes préalables à l'entrée en vigueur du présent Accord.

Fait à Pékin, le 21 avril 2011, en trois originaux en langues chinoise, française et anglaise, tous les textes étant également authentiques. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais faisant foi./-

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE


M. LI JIAXIANG
ADMINISTRATOR
CIVIL AVIATION ADMINISTRATION OF
CHINE

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DU CAMEROUN


M. BELLO BOUBA MAIGARI
MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES
TRANSPORTS

ANNEXE :
TABLEAU DE ROUTE

1. Routes à exploiter par les entreprises désignées de la République Populaire de Chine.

De : Points en Chine
Via : Tous points
Vers : Trois points au Cameroun à choisir librement par la Chine
Au-delà : Tous points

2. Routes à exploiter par les entreprises désignées de la République du Cameroun.

De : Points au Cameroun
Via : Tous points
Vers : Trois points en Chine à choisir librement par le Cameroun
Au-delà : Tous points

REMARQUES

1. Les entreprises désignées de chaque Partie contractante pourront, sur tout ou partie de ses vols et à sa convenance, effectuer des vols vers chacune ou vers les deux directions et passer outre des escales au(x) point(s). si ces services commencent et se terminent sur le territoire de la Partie contractante désignant l'entreprise.
2. L'exercice des droits de trafic de la cinquième liberté par l'(les) entreprise(s) désignée(s) des deux Parties contractantes feront l'objet d'un accord entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes./-

AIR SERVICE AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON
FOR THE PURPOSE OF ESTABLISHING AIR SERVICES BETWEEN
AND BEYOND THEIR RESPECTIVE TERRITORIES

The Government of the People's Republic of China and the Government of the Republic of Cameroon (hereinafter referred to as "the Contracting Parties");

Being Contracting Parties to the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the Seventh day of December 1944;

Desiring to conclude an Agreement, supplementary to the said Convention, for the purpose of establishing air services between and beyond their respective territories.

Have agreed as follows:

ARTICLE 1: DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement, unless the context otherwise requires and specifies:

1. the term "Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December, 1944 and includes any annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the annexes or the Convention under Articles 90 and 94 thereof, so far as those annexes and amendments have become effective for or been ratified by both Contracting Parties.
2. the term "aeronautical authorities" means in the case of the People's Republic of China, the Civil Aviation Administration of China (CAAC), or any body authorized to perform any such functions. And in the case of the Republic of Cameroon, the Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA) or any body authorized to perform any such functions.
3. the term "designated airline" means an airline or airlines which have been designated

and authorized in accordance with Article 4 of this Agreement.

4. the term "territory" in relation to a State means the land areas and territorial waters adjacent thereto and the airspace above them under the sovereignty of that State.

5. the term "air service", "international air service", "airline" and "stop for non-traffic purpose" have the meaning respectively assigned to them in Article 96 of the Convention.

6. the term Agreement means this Agreement, its annex and any amendments thereto.

7. the term "aircraft" means civil aircraft.

8. the term "capacity" means:

(a) in relation to an aircraft, the payload of that aircraft available on a route or section of a route;

(b) in relation to an air service, the capacity of the aircraft used on such service multiplied by the frequency operated by such aircraft over a given period on a route or section of a route.

9. the term "tariff" means the prices to be paid for the carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which those prices apply, including prices and conditions for agency and other auxiliary service, but excluding prices and conditions for the carriage of mail.

10. the term "Route Schedule" means the Route Schedule annexed to this Agreement or as amended in accordance with the provisions of Article 19 (Amendment and Modification) of this Agreement. The Route Schedule forms an integral part of this Agreement.

11. the term "specified route" means the route specified in the Route Schedule.

ARTICLE 2: APPLICABILITY OF CHICAGO CONVENTION

The provisions of this Agreement shall be subject to the provisions of the Convention in so far as those provisions are applicable to international air services.

ARTICLE 3: GRANT OF TRAFFIC RIGHTS

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the following rights in respect of its international air services:

- (a) the right to fly across its territory without landing along the air route(s) prescribed by its aeronautical authorities;
 - (b) the right to make stops in its territory for non-traffic purpose, subject to the approval of its aeronautical authorities;
 - (c) the right otherwise specified in this agreement.
2. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in this Agreement for the purpose of establishing scheduled international air services on the routes specified in the appropriate section of the Schedule/Schedules annexed to this Agreement. Such services and routes are hereafter called "the agreed services" and "the specified routes" respectively.
3. While operating an agreed service on a specified route the airline designated by each Contracting Party shall enjoy in addition to the rights specified in paragraph 1 of this Article, the right to make stops in the territory of the other Contracting Party at the points specified for that route in the Schedule to this Agreement for the purpose of taking on board and discharging passengers and cargo including mail in combination or separately.

4. Nothing in Paragraph 2 of this Article shall be deemed to confer on the airline of one Contracting Party the privilege of taking on board, in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo and mail carried for hire or reward and destined for another point in the territory of the other Contracting Party.

ARTICLE 4: DESIGNATION OF AIRLINES

- 1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one or more airlines for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.
- 2. On receipt of such designation, the other Contracting Party shall, subject to the provisions of paragraphs 3 and 4 of this Article, without delay grant to the airline(s) designated the appropriate operating authorization.
- 3. The aeronautical authorities of one Contracting Party may require an airline designated by the other Contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfill the conditions prescribed under the laws and regulations normally and reasonably applied to the operation of international air services by such authorities in accordance with the provisions of the Convention.
- 4. Each Contracting Party shall have the right to refuse to grant the operating authorization

referred to in paragraph 2 of this Article, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by the designated airline of the rights specified in Article 3 of this Agreement, in any case where the said Contracting Party is not satisfied that substantial ownership or effective control of that airline is vested in the Contracting Party designating the airline or its nationals.

5. When an airline has been so designated and authorized, it may begin at any time to operate the agreed services, provided that tariff/tariffs established in accordance with Article 13 of this Agreement is/are in force in respect of this service and the operating permit has been granted by the aeronautical authorities.

ARTICLE 5: REVOCATION OR SUSPENSION OF OPERATING AUTHORIZATION

1. Each Contracting Party shall have the right to revoke an operating authorization or to suspend the exercise of the rights specified in Article 3 of this Agreement by an airline designated by the other Contracting Party, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of these rights where:

- (a) it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline is vested in the Contracting Party designating the airline or its nationals,
- (b) that airline has failed to comply with the laws or regulations of the Contracting Party granting these rights,
- (c) the airline otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed under this Agreement and fails to maintain and administer the safety standards.

2. Unless immediate revocation, suspension or imposition of the conditions mentioned in paragraph 1 of this Article is essential to prevent further infringements of laws or regulations, such rights shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.

ARTICLE 6: CUSTOMS DUTIES AND TAXATION

1. Aircraft operated on the agreed services by a designated airline of one Contracting Party, as well as their regular equipment, spare parts (including engines), fuels, oil (including hydraulic fluids, lubricants), aircraft stores (including food, beverages and tobacco) on board the aircraft shall be exempted on the basis of reciprocity from the imposition of all customs duties, inspection fees and other similar fees and charges on arriving in the territory of the State of the other Contracting Party provided such equipment, spare parts supplies and stores remain on board the aircraft up to such time as they are

re-exported.

2. There shall also be exemption on the basis of reciprocity from the imposition of same duties, inspection fees and other similar charges on:

(a) regular equipment, spare parts (including engines), fuels, oil (including hydraulic fluids, lubricants) and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) carried into the territory of the other Contracting Party and intended for use on aircraft operated on the agreed services by the designated airline(s), even when such equipment and items are to be used on part of the journey performed over the territory of the other Contracting Party;

(b) spare parts (including engines) introduced into the territory of the State of one Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft engaged in operation on agreed services by a designated airline of the other Contracting Party;

3. The equipment and items referred to in paragraphs 1 and 2 of this Article may be unloaded in the territory of the other Contracting Party with the approval of the Customs authorities of the other Contracting Party. Such equipment and items shall be kept under the supervision or control of the Customs authorities of the other Contracting Party up to such time as they are re-exported, or otherwise disposed of in accordance with the customs regulations of the other Contracting Party.

4. The exemption provided for in paragraphs 1 and 2 of this Article shall also be available where a designated airline of one Contracting Party has contracted with other airline(s), which similarly enjoy(s) such exemptions in the territory of the other Contracting Party, for the loan or transfer in the territory of the other Contracting Party of the equipment and items specified in paragraphs 1 and 2 of this Article.

5. Printed ticket stock, air waybills and publicity materials introduced by the designated airline(s) of one Contracting Party into the territory of the other Contracting Party, shall be exempt on the basis of reciprocity from all customs duties, taxes, inspection fees and other similar fees and charges.

6. Passengers, baggage and cargo in direct transit across the territory of the State of one Contracting Party and not leaving the area of the airport reserved for such purpose shall, except in respect of security measures against acts of violence and air piracy, be subjected to no more than a simplified control. Baggage and cargo in direct transit shall be exempt from the imposition of customs duties and other similar taxes.

7. The revenues and profit realized by the designated airline(s) of each Contracting Party within the territory of the other Contracting Party in connection with operation of the agreed services shall be exempt from all taxes.

ARTICLE 7: USER CHARGES

1. User charges that may be imposed by the competent charging authorities or bodies of one Contracting Party on the designated airlines of the other Contracting Party shall be just, reasonable and not discriminatory. In any event, any such user charges shall be assessed on the designated airlines of the other Contracting Party on terms not less favorable than the most favorable terms available to any other designated airline at the time the charges are assessed.
2. Each Contracting Party shall encourage consultations between the competent charging authorities or bodies in its territory and the designated airlines using the services and facilities, and shall encourage the competent authorities or bodies and the designated airlines to exchange such information as may be necessary to permit an accurate review of the charges in accordance with the principles of paragraph 1 of this Article. Each Contracting Party shall encourage the competent authorities or bodies to provide users with reasonable notice of any proposal for changes in user charges to enable users to express their view before changes are made.
3. Facilities and services for which charges are made shall be provided on an efficient and economic basis.

ARTICLE 8: RECOGNITION OF CERTIFICATES AND LICENCES

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services, provided that the standards of such certificates and licenses are equivalent to or above the minimum standards established from time to time in accordance with the Convention on International Civil Aviation.
2. Each Contracting Party, however, reserves the right to refuse to recognize, for flights above the territory of its State, certificates of competency and licenses granted to its own nationals by the other Contracting Party.

ARTICLE 9: APPLICATION OF NATIONAL LEGISLATION

1. The laws and regulations of a Contracting Party as to the admission to, stay in or departure from its territory of passengers, crew, baggage, cargo or mail of aircraft, such as regulations relating to entry, clearance, immigration, passports, customs, currency, health and quarantine shall be complied with by or on behalf of such passengers, crew, baggage, cargo or mail upon entrance into or departure from, or while within the territory of that

Contracting Party.

2. The laws and regulations of a Contracting Party relating to the admission to, departure from or operation and navigation in its territory of aircraft engaged in international air navigation, shall be applicable to the aircraft of the designated airline(s) of the other Contracting Party, while entering, departing from or operating and navigating in the territory of the first Contracting Party.
3. Other relevant laws and regulations relating to aircraft and provisions in respect of civil aviation of one Contracting Party shall be applicable to the designated airline(s) of the other Contracting Party while operating the agreed services in the territory of the first Contracting Party.

ARTICLE 10: PRINCIPLES GOVERNING OPERATION OF AGREED SERVICE

1. The total capacity to be provided on the agreed services by the designated airlines of the Contracting Parties shall be agreed between the aeronautical authorities of the Contracting Parties before the commencement of the operations, and thereafter according to anticipated traffic requirements.
2. There shall be fair and equal opportunity for the designated airlines of each Contracting Party to operate the agreed services on the specified routes between their respective territories and beyond.
3. In operating the agreed services, the designated airlines of each Contracting Party shall take into account the interests of the designated airlines of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provided on the whole or part of the same routes.
4. Provision for the carriage of passengers and cargo including mail both taken on board and discharged at points on the specified routes in the territories of States other than that designating the airlines shall be made in accordance with the general principles that capacity shall be related to:
 - (a) traffic requirements to and from the territory of the Contracting Party which has designated the airline;
 - (b) traffic requirements of the area through which the agreed service passes, after taking account of other transport services established by airlines of the States comprising the area; and
 - (c) the requirements of through airline operation.

ARTICLE 11: AVIATION SAFETY

1. Each Contracting Party may request consultations at any time concerning safety standards in any area relating to aircrew, aircraft or their operation adopted by the other Contracting Party.
2. If, following such consultations, a Contracting Party finds that the other Contracting Party does not effectively maintain and administer safety standards in any such area that are at least equal to the minimum standards established at that time pursuant to the Convention, the first Contracting Party shall notify the other Contracting Party of those findings and the steps considered necessary to conform with those minimum standards, and the other Contracting Party shall take appropriate corrective action. Failure by the other Contracting Party to take appropriate action within fifteen (15) days or such longer period as may be agreed, shall be grounds for the application of Article 5(l.c) relating to suspension of exercise of traffic rights.
3. Each Contracting Party reserves the right to suspend the exercise of traffic rights by an airline of the other Contracting Party immediately in the event the first Contracting Party concludes that, immediate action is essential to the safety of an airline operation.
4. Any action by one Contracting Party in accordance with paragraph 2 or 3 above shall be discontinued once the basis for the taking of that action ceases to exist.

ARTICLE 12: AVIATION SECURITY

1. The assurance of safety for civil aircraft, their passengers and crew being a fundamental pre-condition for the operation of international air services, the Contracting Parties reaffirm that their obligations to each other to provide for the security of civil aviation against acts of unlawful interference and in particular their obligations under the Chicago Convention, the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, done at Tokyo on 14 September 1963, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, done at the Hague on 16 December 1970, the Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation, done at Montreal on 23 September 1971, the Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, signed at Montreal on 24 February 1988, and any other multi-lateral agreement governing aviation security binding upon both Contracting Parties form an integral part of this Agreement.
2. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any

other threat to the security of civil airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

3. The Contracting Parties shall, in their mutual relations act in conformity with the Aviation Security Standards and so far as they are applied by them, the Recommended Practices established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Chicago Convention; and shall require that operators of aircraft of their registry, operators who have their principal place of business or permanent residence in their territory, and the operators of airports in their territory, act in conformity with such aviation security provisions. In this paragraph the reference to aviation Security Standards includes any difference notified by the Contracting Party concerned.

4. Each Contracting Party shall ensure that effective measures are taken within its territory to protect aircraft, to screen passengers and their carry-on items, and to carry out appropriate checks on crew, cargo (including hold baggage) and aircraft stores prior to and during boarding or loading and that those measures are adjusted to meet increases in the threat. Each Contracting Party agrees that its airlines may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 3 required by the other Contracting Party, for entrance into, departure from, or while within, the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall also act favourably upon any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.

5. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate as rapidly as possible commensurate with minimum risk to life such incident or threat.

6. Should a Contracting Party depart from the aviation security provisions of this Article the aeronautical authorities of the other Contracting Party may request immediate consultations with aeronautical authorities of the former Contracting Party. Failure to reach a satisfactory agreement within thirty (30) days of the date of such request shall constitute grounds for withholding, revoking, limiting or imposing conditions on the operating authorization of an airline of the former Contracting Party. If required by an emergency, either Contracting Party may take interim action prior to the expiry of the thirty (30) days.

ARTICLE 13: TARIFFS

1. The tariffs to be applied by the designated airlines of a Contracting Party for services covered by this Agreement shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors, including interests of users, cost of operation, characteristics of

service, reasonable profit, tariffs of other airlines, and other commercial considerations in the market-place.

2. The Contracting Parties agree to give particular attention to tariffs which may be objectionable because they appear unreasonably discriminatory, unduly high or restrictive because of the abuse of a dominant position, artificially low because of direct or indirect subsidy or support, or "predatory".
3. Each Contracting Party may require notifications or filing of tariffs proposed by the designated airline(s) of both Contracting Parties for carriage to or from its territory. Such notification or filing may be required not more than thirty (30) days before the proposed date of introduction. In special cases, this period may be reduced.
4. Each Contracting Party shall have the right to approve or disapprove tariffs for one-way or round-trip carriage between the territories of the two Contracting Parties which commences in its own territory. The tariffs to be charged by the designated airline of one Contracting Party for carriage between the territory of the other Contracting Party and that of a third State on services covered by this Agreement shall be subject to the approval requirements of the other Contracting Party. Neither Contracting Party shall take unilateral action to prevent the inauguration of proposed tariffs or the continuation of effective tariffs for one-way or round-trip carriage between the territories of the two Contracting Parties commencing in the territory of the other Contracting Party.
5. Approval of tariffs consequent upon the provisions of paragraph 4 above may be given expressly by either Contracting Party to the airline(s) filing the tariffs. However, if the Contracting Party concerned has not given in writing to the other Contracting Party notice of disapproval of such tariffs of the airline(s) of the other Contracting Party within thirty (30) days from the date of submission, the tariffs concerned shall be considered approved. In the event of the period within which any disapproval shall be given is reduced by mutual agreement, the period required for giving notice of disapproval shall be reduced accordingly.
6. Where either Contracting Party believes that a tariff for carriage to its territory falls within the category described in paragraph 2 above, such Contracting Party shall give notice of dissatisfaction to the other Contracting Party, as soon as possible, and at least within thirty (30) days of the date of notification or filing of the tariff, and may avail itself of the consultation procedures set out in paragraph 7 below.
7. Each Contracting Party may request consultation regarding any tariff of an airline of either Contracting Party for services covered by the agreement, including where the tariff concerned has been subject to a notice of disapproval or dissatisfaction. Such consultation shall be held not later than sixty (60) days after receipt of the request. The Contracting

Party shall cooperate in securing information necessary for reasoned resolution of the issues. If the Contracting Parties reach agreement, each Contracting Party shall use its best efforts to put that agreement into effect. If no agreement is reached, the decision of the Contracting Party in whose territory the carriage originates shall prevail.

8. A tariff established in accordance with the provisions of this clause shall remain in force, unless withdrawn by the airline(s) concerned or until a new tariff has been approved. However a tariff shall not be prolonged for more than six (6) months after the date on which it otherwise would have expired unless approved by the Contracting Parties. Where a tariff has been approved without an expiry date and where no new tariff has been filed and approved, that tariff shall remain in force until either of the Contracting Parties gives notice terminating its approval on its own initiative or at the request of the airline(s) concerned. Such termination shall not take place with less than thirty (30) days notice.

ARTICLE 14: PROVISION OF STATISTICS AND OPERATING INFORMATION

1. The aeronautical authorities of a Contracting Party shall supply to the aeronautical authorities of the other Contracting Party at their request such periodic or other Statements of statistics as may be reasonably required to determine the amount of traffic carried by those airlines on the agreed services and the origins and destinations of such traffic.
2. The designated airline of a Contracting Party shall provide for approval to the aeronautical authorities of the other Contracting Party as long in advance as practicable prior to the inauguration of the agreed services flight schedules including information on the type of aircraft to be used. This requirement shall likewise apply to any change concerning the agreed services.

ARTICLE 15: TRANSFER OF EARNINGS

1. Each Contracting Party shall grant to the designated airline(s) of the other Contracting Party, the right of transfer of the excess of receipts over expenditure, earned in the territory of respective Contracting Party. Such remittances, however, shall be made without prior approval and in accordance with the foreign exchange regulations of the Contracting Party in the territory of which the revenue accrued. The conversion and remittance of such revenue shall be effected in convertible currencies at the effective rate of exchange prevailing on the date of remittance.
2. The designated airlines of each Contracting Party shall be permitted to pay for local expenses, including purchases of fuel, in the territory of the other Contracting Party in local currency. At their discretion, the designated airlines of each Contracting Party may pay for such expenses in the territory of the other Contracting Party in freely convertible currencies according to local currency regulation.

3. The Contracting Parties have agreed to avoid the double taxation on revenues arising from the activities of their designated airlines.

ARTICLE 16: COMMERCIAL ACTIVITIES

1. The designated airlines of one Contracting Party shall be permitted to bring and maintain in the territory of the other Contracting Party, employees and other personnel responsible for the administration, technical and operation of their air services activities in accordance with the entry, residence, and employment rules and regulations of the other Contracting Party.
2. The above mentioned personnel may consist of the nationals of the States of the Contracting Parties, or of nationals of third countries at managerial level with the approval of the competent authorities of the Contracting Parties.
3. The designated airline of the Contracting Party shall be granted the right of its own sale of transportation using their own transportation documents in the territory of the State of the other Contracting Party, in accordance with laws and regulations of that State. Such sale may be executed directly by the representatives of the designated airlines or through authorized agents which have an appropriate license to provide such service.
4. Ground services shall be available on an equal basis to all airlines; charges shall be based on the cost of services provided and such services shall be comparable to the kind and quality of services as if self handling were possible.
5. In operation or holding out the agreed services, any designated airline of one Contracting Party may enter into cooperative marketing arrangement such as block space and code sharing arrangements with the designated airline or airlines of the other Contracting Party provided that all airlines in such arrangements hold the appropriate authority and meet the requirements normally applied to such arrangements.

ARTICLE 17: CONSULTATIONS

1. In a spirit of close co-operation, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of, and satisfactory compliance with, the provisions of this agreement and the Annexed Schedule and shall consult when necessary to provide for modifications thereof.
2. Either Contracting Party may request consultation, which may be in writing and shall begin within a period of thirty (30) days of the date of receipt of the request, unless both Contracting Parties agree to an extension or reduction of this period.

ARTICLE 18: SETTLEMENT OF DISPUTES

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement, the aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall in the first place try to settle it by negotiation.
2. If the aeronautical authorities of the two Contracting Parties fail to reach a settlement of the dispute by negotiation, the dispute shall be settled through diplomatic channels.

ARTICLE 19: AMENDMENT

1. If either of the Contracting Party desires to modify any provision of this Agreement including the annexed schedule, it should be after consultation in accordance with Article 17 of this Agreement.
2. If the amendment relate to the provisions of the Agreement other than those of the annexed Schedule, the two Contracting Parties shall apply the same procedures as prescribed in Article 24 for the entry into force of the amendment.
3. If the amendment relates only to the provisions of the annexed Schedule, it shall be agreed upon between the aeronautical authorities of both Contracting Parties and would be effective from the date of the agreement between the aeronautical authorities.

ARTICLE 20: MULTILATERAL CONVENTIONS

This Agreement and its Annexes will be amended so as to conform with any multilateral Convention which may become binding upon the Contracting Parties.

ARTICLE 21: REGISTRATION WITH THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION

This Agreement and any subsequent amendments shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE 22: TERMINATION

Either Contracting Party may at any time give notice to the other Contracting Party of its decision to terminate this Agreement; such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization. In such case the Agreement shall terminate twelve (12) months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In

the absence of acknowledgment of receipt by the other Contracting Party, notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE 23: ANNEXES

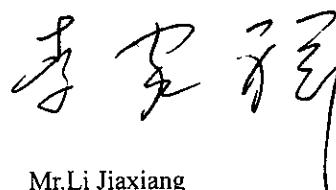
Annexes to the present Agreement shall be deemed to be part of the Agreement and all references to it shall include reference to the Annexes, except where otherwise expressly provided.

ARTICLE 24: ENTRY INTO FORCE

This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last written notification through diplomatic notes by either Contracting Party to the other Contracting Party that it has fulfilled its internal legal procedures for the entry into force of this Agreement.

Done at Beijing on April 21, 2011 in two originals in the Chinese, French, and English languages, all texts being equally authentic. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

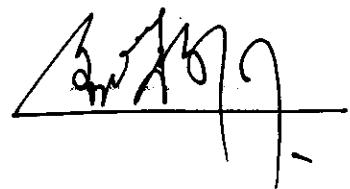
For the Government of
the People's Republic of CHINA



李佳祥

Mr. Li Jiaxiang
Administrator
Civil Aviation Administration of China

For the Government of
the Republic of CAMEROON



Bel Boubou Maigari

Mr. Bello Bouba Maigari
Minister of State, Minister of Transport

ANNEX:
ROUTE SCHEDULE

1. Routes to be operated by the designated airlines of the People's Republic of China

From: Points in China
Via: Any points
To: Three points in Cameroon to be freely selected by China
Beyond: Any points

2. Routes to be operated by the designated airlines of the Republic of Cameroon:

From: Points in Cameroon
Via: Any points
To: Three points in China to be freely selected by Cameroon
Beyond: Any points

NOTES:

1. The designated airlines of either Contracting Party may, on any or all its flights and at its option operate flights in either or both directions and omit stop at any point or points, provided that services begin and end at a point in the territory of the Contracting Party designating the airline.
2. The exercise of fifth freedom traffic rights by the designated airline(s) of both Contracting Parties on the above routes shall be agreed upon between the aeronautical authorities of the two Contracting Parties.